



NOTE D'INFORMATION - ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES NATIONS UNIES – ADOPTION DE L'AGENDA POST-2015
25-27 SEPTEMBRE 2015

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE : La France se donnera-t-elle les moyens de transformer le monde ?

LES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE, C'EST QUOI ?

S'appuyant sur les succès et les enseignements tirés des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), les Objectifs de développement durable (ODD) ouvrent de nouvelles perspectives dans la lutte contre la pauvreté pour la période 2016-2030. Ces 17 objectifs, déclinés en 169 cibles, visent à mieux protéger notre planète, à réduire les inégalités économiques et sociales et à promouvoir les droits humains. **Ces objectifs mondiaux sont ambitieux et ont une portée historique** : il s'agit, non plus seulement de réduire, mais aussi d'éradiquer l'extrême pauvreté et la faim dans le monde d'ici quinze ans. Loin de promouvoir de simples palliatifs, les ODD s'attaquent aux causes profondes de la pauvreté et s'appliquent à tous les pays, pas uniquement aux pays pauvres. Les ODD sont le fruit de longues négociations entre gouvernements auxquelles la société civile, le monde universitaire et scientifique, le secteur privé, ainsi que des millions de citoyennes et citoyens dans le monde, ont été associés.

EN QUOI LES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE SONT-ILS DIFFÉRENTS DES OBJECTIFS DU MILLÉNAIRE POUR LE DÉVELOPPEMENT ?

Au cours des quinze dernières années, les OMD ont créé un véritable élan en termes de mobilisation politique et financière autour de huit indicateurs-phares de développement. En santé, des progrès significatifs ont ainsi été réalisés : diminution de plus de 50 % du taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans, baisse de 45 % du taux de mortalité maternelle et chute de 40 % de nouvelles infections au VIH. Cependant, en 2015, 400 millions de personnes n'ont toujours pas accès aux services de santé les plus essentiels. Prenant la suite des OMD, les ODD vont donc plus loin. Ils représentent un véritable bond en avant en termes d'ambition : éradiquer, et non plus seulement réduire, l'extrême pauvreté et la faim, combattre les inégalités, lutter contre le changement climatique, garantir l'égalité entre les sexes et les droits des femmes, assurer l'accès universel à des services de santé et d'éducation de qualité, en garantissant les droits humains de toutes et tous. Au moment où on observe une recrudescence des crises et conflits, une multiplication des catastrophes liées au changement climatique, les ODD sont une réponse aux dysfonctionnements et dérèglements du monde et font primer le bien-être des populations.

CES OBJECTIFS SONT AMBITIEUX, MAIS SONT-ILS RÉALISABLES ?

Ces objectifs mondiaux sont assurément ambitieux. Ils sont atteignables si et seulement si les Etats se les approprient et démontrent une volonté politique suffisamment forte pour permettre leur réalisation. Le plan d'action des ODD n'est pas un traité contraignant, sa mise en place est donc uniquement de la responsabilité des Etats. Pour que les ODD ne restent pas de belles promesses déconnectées des réalités, il est essentiel que, dans les mois à venir, les différents gouvernements en proposent une déclinaison nationale. La France doit ainsi exposer rapidement et clairement comment elle compte participer à la réalisation de ces objectifs mondiaux, en posant des étapes définies et mesurables, y compris en termes de financement. Des indicateurs solides et des mécanismes de suivi tenant compte de l'opinion des citoyennes et citoyens et garantissant que ceux-ci peuvent demander des comptes à leurs gouvernements seront essentiels pour mesurer les progrès accomplis.

QUI FINANCERA LES OBJECTIFS DE DEVELOPPEMENT DURABLE ?

Les États doivent avoir la volonté politique d'allouer suffisamment de ressources à l'élimination de l'extrême pauvreté, à la protection des droits humains et à la promotion d'un développement durable qui ne néglige personne. L'aide internationale continuera de jouer un rôle important pour sauver des millions de vies. Les pays riches doivent donc définir un calendrier précis pour tenir leur promesse de consacrer 0,7 % de leur revenu à l'aide publique au développement (APD), dont la moitié devra être destinée aux pays les moins avancés au cours des cinq prochaines années.

L'urgence pour la France de financer les Objectifs de Développement Durable

La France, 6^{ème} puissance économique mondiale, doit être à la hauteur des enjeux. En 2014, seul 0,36 % du revenu national brut de la France a été consacré à l'aide au développement, le plus bas niveau d'investissement dans cette politique publique depuis 2001. Si le gouvernement français veut se montrer à la hauteur des ambitions énoncées par les ODD, il doit absolument inverser cette tendance néfaste pour le développement et les plus vulnérables. **La publication du projet de loi de finances 2016 le 30 septembre prochain sera un indicateur clé de la volonté de la France sur le terrain des ODD.** Une nouvelle baisse de l'APD serait, dans ce contexte, incohérente et inadmissible. Dans le même temps, des sources de financement supplémentaires et innovantes pour la lutte contre le changement climatique doivent être mobilisées, conformément aux engagements pris dans le cadre de la CCNUCC.

D'autre part, chaque année, l'évasion fiscale des multinationales fait perdre 100 milliards de dollars aux pays en développement. Les Etats peuvent donc mobiliser les fonds nécessaires en s'attaquant à la fraude et à l'évasion fiscale.

QUELS SONT LES LIENS ENTRE OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE ET CHANGEMENT CLIMATIQUE ?

Par son impact dévastateur sur les cultures et les moyens de subsistance, le changement climatique balaye les efforts fournis par les personnes en situation de pauvreté pour nourrir leur famille et sortir de la pauvreté. Il pourrait même anéantir les progrès accomplis dans la lutte contre la pauvreté au cours des dix dernières années. Si nous voulons éradiquer la faim de manière durable, nous devons réduire les émissions de gaz à effet de serre rapidement et accroître considérablement les investissements permettant l'adaptation des communautés les plus démunies au changement climatique. Les pays riches puisent l'argent qu'ils ont promis de verser pour l'adaptation au changement climatique des pays en développement dans des budgets d'aide existants, qui stagnent. Ainsi, la France, qui semble plutôt faire figure de bon élève, avec un montant de contribution au Fonds vert proche – voire supérieur – à celui de pays comme l'Allemagne et la Grande-Bretagne, recourt largement aux prêts et consacre en 2014 seulement 16 % de ses fonds au financement de l'adaptation. La France doit doubler ses financements climat d'ici à 2020 et s'engager à atteindre l'équilibre entre le financement de l'atténuation et de l'adaptation d'ici à 2020. Par ailleurs, la signature d'un accord solide à Paris, lors de la COP21, est une étape cruciale pour éradiquer la faim d'ici à 2030 et réaliser les autres objectifs de développement durable.

QUELS SONT LES LIENS ENTRE OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE ET INÉGALITÉS ?

Même s'il ne vise pas à freiner l'accumulation toujours plus rapide de richesses au sein d'une élite fortunée, l'objectif de réduction des inégalités contenu dans les ODD représente une avancée considérable. Nous ne pourrions pas vaincre la pauvreté sans lutter contre les inégalités. Plutôt que de traiter les inégalités de revenus comme un problème parmi de nombreux autres, l'extrême richesse et l'extrême pauvreté doivent être considérées comme deux symptômes d'une société dysfonctionnelle. Selon les calculs d'Oxfam, les 80 personnes les plus riches de la planète possèdent aujourd'hui autant que la moitié la plus pauvre de la population mondiale (soit 3,5 milliards de personnes). Les grandes fortunes ont une influence démesurée sur les responsables et les décisions politiques, faisant en sorte que les richesses profitent aux couches supérieures, et non inférieures, de la population. Les plus démunis se trouvent ainsi privés des chances économiques qui leur permettraient de s'épanouir. Les inégalités encouragent la paralysie alors que des mesures urgentes s'imposent. C'est un cercle vicieux. Nous estimons qu'en

2016, les 1 % les plus riches posséderont plus que le reste de la population mondiale. Tous les pays, riches et pauvres, doivent inscrire la lutte contre les inégalités extrêmes au cœur de leurs stratégies nationales et adopter des politiques donnant à tous les moyens de s'épanouir.

CONTACT PRESSE

Sarah Roussel – Chargée de communication et relations médias

+33 (0)6 51 15 54 38 / sroussel@oxfamfrance.org